

NOS POTINS - VILLE

Les fonctionnaires dehors !

Une fois de plus l'Etat sera bientôt dépouillé de son précieux patrimoine que sont les maisons habitées par les fonctionnaires. Ce plan on ne peut plus diabolique en application au Sud-Kivu depuis l'arrivée en catimini d'une commission ad-hoc jettera dans la rue plusieurs agents de l'Etat ainsi que leurs familles. Déjà tout un quartier situé en face de l'Hôtel Riviera serait acheté par un nouveau riche dont la convoitise s'était fait remarquer du temps qu'il n'était qu'un simple président régional de l'Aneza/Sud-Kivu. Alors que la CNS avait interdit la spoliation des patrimoines de l'Etat. A la division régionale de l'Urbanisme une longue liste de 40 maisons à spolier s'accumule. Bientôt, le commissaire urbain si pas le gouverneur ou autres officiers supérieurs seront donc délogés sans autre forme de procès ! C'est à ce moment que l'on choisit pour remplacer et se débarrasser du chef de Division des T.P par un déserteur devenu planteur dans le Haut-Zaïre. M. Okito, le tout-puissant divisionnaire réclame sa commission d'affectation et la notification du secrétaire général qui, dans son message du 18 novembre, n'a jamais exécuté leur arrêté contesté ! Pourquoi la précipitation de l'autorité régionale pour exécuter une décision obsolète.

Le procès sur la quinine est enfin là !

Enfin, le procès sur la quinine est là ! Après notre entrefilet de la dernière édition qui a fait tabac tant au Palais de Justice qu'à la Pharmakina, le tribunal de grande instance de Bukavu s'est saisi du dossier qui pourtant se trouvait depuis le 20 août 1993 au Parquet de cette juridiction. Cela a même valu un certain assouplissement dans les conditions de détention. Les prévenus ont obtenu une libération conditionnelle, mais certains d'entre eux croupissent à la prison centrale de Bukavu. Une affaire à suivre !

Raid sur l'UDPS/Uvira

Le 1er novembre 1993, une date, un événement au chef lieu de la zone rurale d'Uvira. Où le bureau sectionnaire du Parti politique UDPS a été assiégé par des hommes en uniforme bien armés qui n'ont pas fait plus d'une heure pour saccager le bureau, fourrager les papiers, emporter les archives et le drapeau du parti ainsi qu'un large tableau d'affichage où l'on a pu lire "Ne prenez pas ces billets-là ! A la demande du Comzone du coin, et sur injonction d'un commandant qui en aurait marre d'entendre parler d'une quelconque jeunesse acquise à la violence ou au changement dans sa juridiction. N'est-ce pas de la violence que cette incursion barbare et antidémocratique ? Tout comme cette violence morale consistant à obliger les autres à refuser un signe monétaire ?

Messieurs "10 %"

L'opération "changement des signes monétaires" a enrichi des intermédiaires cupides bombardés des titres "messieurs 10 %" ou monsieur "Nouveau Zaïre". Ils rodaient aux environs des banques et s'y pointaient dès 5 heures du matin pour dresser des listes qu'ils remettaient aux responsables ou caissiers. Le soir, ils rejoignaient leurs clients pour récupérer les 10 % ou la commission à distribuer à un réseau bien tissé des margoulins. L'opération s'est terminée avec la présence des coopecs et caisses d'épargne au grand désespoir des "messieurs 10 %" !

Dona Beija "bis" ?

Les spéculations et la surenchère dans la ville de Bukavu et ses environs qui ont accompagné la récente réforme monétaire au Zaïre continuent de faire des victimes. De la faim, notamment. Après le refus catégorique de "Cinq millions de zaires", surnommé en son temps "Dona Beija", c'est depuis l'autre semaine, le rejet de la nouvelle coupure de cinquante nouveaux zaires baptisée "Cinquante Nani Zoba". Entre autres motifs évoqués, les mamans commerçantes de la ville et de l'intérieur cherchent à savoir pourquoi la mise en circulation d'un billet sans fil de sécurité, du reste imprimé par l'Hôtel de monnaie Zaïre et non en Allemagne comme les autres coupures ! Entre-temps, les petites coupures rares à Bukavu, s'obtiennent de l'autre côté de la rive de la Ruzizi. Qui mène l'opération ?

L'incontournable boue

Bukavu vit à l'heure de la saison des pluies. Cela avec ses aléas dont la boue. Celle de la Place du 24 novembre est devenue incontournable. Et on dirait que le maire de la ville a laissé tomber les bras. Uzabuco, INPP et autres Action Cheche ne savent où donner de la tête pour en venir à bout de cette éternelle boue, qui à chaque pluie nécessite bêche, pelle, mais sans succès. Un conseil à M. le commissaire urbain : pourquoi avoir congédié l'équipe des balayeurs et autres agents de la voirie urbaine alors que vous n'êtes pas sûr d'obtenir ne serait-ce que le concours de l'Office des routes de la région dont la benne destinée à cet effet a tout simplement disparu de la circulation ? Comment faire pour se débarrasser également de la boue qui dérange le passage entre Itembero et Hombo sur la route Kisangani-Bukavu ? Les gouverneurs et l'Office des routes sont invités à leurs pelles !

Les secrets d'une ONG

Beaucoup d'ONGs du Sud-Kivu prétendent lutter pour un changement de mentalité, d'hommes et de mode de gestion de la chose du groupe. D'autres pour une démocratie et des droits de l'homme auxquels elles ne croient pas. L'autre jour, c'est une géante ONG de Bukavu qui s'est vu traîner à la barre par les initiateurs et fondateurs originaux pour "détournement d'œuvre d'esprit", c'est-à-dire du "Projet Travail sur le terrain". Avocats du diable et du Bon Dieu ne se sont pas entendus sur la question fondamentale : à qui revient le droit de père fondateur et de concepteur d'une si géniale idée qui a accouché du financement de tous les projets dont l'arbre porte aujourd'hui de si succulents fruits ?

Sabotage du REZATELSAT ?

Je m'adresse à vous, cher Jua, parce que ma lettre comme je le crains, peut être jetée à la poubelle par le personnel de l'OZRT/Bukavu.

Voici l'objet de ma plainte : pourquoi l'OZRT/Sud-Kivu nous prive-t-il des informations essentielles en provenance de Kinshasa ? Je n'accuse pas l'OZRT. Mais je pense qu'il s'agit de mauvaise foi des techniciens de la Rezatelesat qui trouvent un malin plaisir à couper la retransmission ou à brouiller les émissions des journaux télévisés pendant lesquels le Chef de l'Etat ou le Premier ministre Birindwa interviennent. A la radio c'est l'émission "Point de vue" qui est tous les temps sabotée lorsqu'il s'agit d'un "mouvancier" alors que les débats au cours desquels interviennent les leaders de l'opposition radicale passent intégralement.

Je pense, cher Jua, que ces techniciens qui sont des fonctionnaires appelés à être apolitiques expriment leurs tendances à travers ces actes de sabotage que l'autorité régionale du Sud-Kivu ou celle de l'OZRT devait absolument réprimer.

Blismwa Nshombo
fonctionnaire/Buholo IV
Zone de Kadutu

NDLR : Merci, M. Bisimwa pour cette correspondance dénonciative. Selon M. Baruti Lusongela et Mvingu Naiku, respectivement directeur inter-régional de l'OZRT/Kivu et chef de Centre Rezatelesat/Sud-Kivu, il s'agit si coupure il y a des problèmes purement techniques. Tout dépend des émissions en provenance de Kinshasa. A la station terrienne de Karhale l'on ne peut que rediffuser les signaux captés par l'antenne parabolique dont le système de poursuite du satellite est défectueux. Ce système est devenu manuel au lieu d'être automatique. Lorsque le satellite se déplace et que l'antenne parabolique n'a pas suivi ce mouvement il s'ensuit un dépointage qui provoque la perte des signaux en réception. Rien de politique dans tout cela ! Nous espérons qu'il en est ainsi surtout de la part des techniciens du centre Rezatelesat !

Kyungu ou l'incarnation de violation des droits de l'homme

Cher Jua,

En ma qualité de membre d'Amnesty international à Gelsenkirchen en Allemagne, je voudrais exprimer mon soutien au travail qui se réalise au Zaïre en faveur des droits de l'homme. Comme vous le savez certainement, les violations des droits de l'homme dans votre pays nous inquiètent beaucoup, spécialement la violence interethnique dans la région du Shaba.

Je crois que votre journal pourrait jouer un rôle important en dénonçant publiquement ce problème. Nous vous demandons d'encourager les efforts qui visent à protéger les droits de tous les citoyens zaïrois sans distinction des croyances, d'origine ou d'identité.

Veuillez trouver en annexe une copie de la lettre que nous avons adressée à M. Kyungu wa Kumwanza gouverneur de Région du Shaba, pour qui notre groupe a lutté au cours des années 1980.

Monsieur le gouverneur,

Je voudrais m'adresser à vous en ma qualité de membre du groupe d'Amnesty international de Gelsenkirchen, une ville allemande. Je suppose que vous savez ce qu'est Amnesty International. C'est une organisation internationale non partisane qui lutte en faveur des droits de l'homme. Au cours des années 1980,

notre groupe a contribué à votre libération quand vous avez été à plusieurs reprises fait prisonnier de conscience. Amnesty International a aussi lancé plusieurs appels en faveur de Nguz a Karl-I-Bond quand il a été emprisonné et condamné à mort.

Je vous écris maintenant pour vous demander d'apporter assistance aux victimes des violations des droits de l'homme comme nous l'avons fait pour vous il n'y a pas si longtemps. Je suis alarmé par les articles des journaux qui désignent certains membres de la tribu Lunda comme instigateurs de la persécution des Baluba par les Lunda et je vous demande de vous assurer que tout soit fait pour mettre fin à ces abus.

Je suis très inquiet au sujet des rapports qui déclarent que la violence interethnique au Shaba semble avoir été incitée et pardonnée par les autorités tant régionales que nationales et qu'aucune sanction n'a été prise contre les responsables de cette violence.

J'aimerais savoir quel genre de mesures vous et les autres autorités avez prises pour protéger les victimes de la persécution ethnique et des violations des droits de l'homme.

Vous, en tant que haute autorité, pourriez-vous prendre immédiatement des mesures pour assurer la protection des Baluba qui semblent être victimes d'une persécution ethnique à base politique et d'autres violations des droits de l'homme.

Il faudrait constituer une commission indépendante et impartiale pour enquêter sur la violence ; son rapport et ses conclusions devraient être rendus publics dans le but d'établir les responsabilités et de s'assurer que ceux qui en sont responsables soient traduits en justice et que les victimes soient dédommagées. Il y a eu deux commissions, mais à ce que je sache aucune d'elles n'a satisfait aux conditions élémentaires d'indépendance et d'impartialité. Les parties concernées devraient respecter les résultats et les recommandations d'une telle enquête.

Comme vous le savez, le Zaïre est signataire des traités en matière des droits de l'homme, traités qui obligent les autorités zaïroises à protéger les droits de tous les citoyens zaïrois sans tenir compte de leur croyance, de leur origine ou de leur identité et qui déclarent que les violations des droits de l'homme sont des crimes dont les auteurs doivent être jugés et les victimes dédommagées.

Respectueusement vôtre,

Elke Achermann-Zekal
Section Amnesty International
de la République Fédérale
d'Allemagne Gelsenkirchen

Bientôt la réhabilitation de la route Burhale-Shabunda

Le Gouverneur du Sud-Kivu, le pasteur Kyembwa Walumona a réuni récemment quelques notabilités pour rechercher les voies et moyens susceptibles de désenclaver l'excentrique zone rurale de Shabunda par la réhabilitation de la route Burhale-Kigulube-Shabunda. Réhabilitation à laquelle sont déjà intéressées certaines personnalités : les missionnaires protestants de la communauté des Eglises évangéliques bénédictiones au Zaïre, Mme Kavin du projet GTZ, le coordinateur du projet IZCN-GTZ, les autorités politico-administratives de Kigulube, l'Office des routes ainsi que des notabilités originaires de Shabunda habitant à Bukavu.

Compte tenu de la modicité des moyens disponibles, la réunion a dans un premier temps retenu la réhabilitation de quelque 95 km du tronçon Walungu-Kigulube qui recevra bientôt une mission des techniciens de l'Office des routes pour évaluer les travaux prioritaires à exécuter. C'est sur base

du rapport de ces experts que sera déterminé le type d'intervention de l'Office des routes (le matériel, le carburant, la durée des travaux, le personnel).

Quant aux ponts à longue portée (Lubimbe I et II ainsi que Kimbili qui nécessitent des longerons métalliques, le directeur régional de l'Office des routes a promis les matériaux et les techniciens. Tandis que les missionnaires catholiques disposent de 300 madiers et la population est prête à couper les longerons en bois pour les autres 10 ponts à réfectionner. Entre-temps, le projet IZCN-GTZ, qui a commencé la construction des culées du pont Lubimbe I, a souscrit 10.000 DM (environ 7.000 \$ US) comme contribution. Selon le représentant de l'association des chefs de foyers miniers de Shabunda, chaque foyer libérera un tola d'or valant 15 \$ US. Et pour le cantonnement manuel, les missionnaires protestants de la CEEBZA disposent déjà de 150 bèches et 150 coupe-coupe. Pendant que le commissaire de zone assistant résidant à Kigulube souhaite voir la région engager 30 cantonniers permanents pour l'entretien des endroits névralgiques de cette route.

L'initiative locale de la réhabilitation de la route Burhale-Kigulube-Shabunda fermée depuis 1978 relève du fait que l'Office des routes est confronté à un sérieux problème de manque des liquidités. Lequel manque ne lui permettrait pas de mettre à la disposition de ces attributaires les fonds nécessaires à la réfection des ponts et à l'entretien des routes. Cette initiative locale est à mettre à l'actif de M. Ladislav Shabani Ithumba qui est président de la Fédération des initiatives locales et associations de développement régional (Filader) ainsi qu'administrateur-directeur de Kymukoko. M. Shabani entend aussi tenir ou faire tenir des réunions analogues pour les réhabilitations d'autres axes routiers tels que Lubile-Lusenge-Kalole. Et ce, toujours dans le cadre des initiatives locales, avec le concours des autorités politico-administratives de la zone de Shabunda, les missionnaires de la CEEGZA et de la CEEBZA, le clergé catholique, la sominki, la rizerie et huilerie de Matili, l'Office des routes ...

Willy Mulumbu Shindano
Secrétaire exécutif de Kymukoko

Poème : Méditations

Chers compatriotes, aspirants au bien-être
Combien pèsent les mots
Quand ils sont lourds
Combien pèse la langue quand elle est lourde
Combien pèsent le vote, la décision
Lorsqu'ils sont en face d'un canon
J'ai connu la nuit, nous avons connu des nuits
Très tôt, depuis notre enfance, notre jeunesse
Depuis que nos généraux ont dégénéré
Depuis que les démons ont tout démontré
Nous rêvions de la démocratie nue
Jamais de la démocratie ! (...)
Nation nôtre, peuple-nation
Sauriez-vous accepter franchement
De graver dans le sable mouvant
L'eau qui coule et le vent qui souffle
L'amertume des jours mornes
Tous les affronts que vous aurez subis
Un siècle durant Sauriez-vous accepter
sans un brin de remords
Sans plus réfléchir de graver dans le bronze
Dans le cœur de votre descendance
Les quelques bienfaits des jours maussades
Toute forme de réconciliation
Après des années d'intolérance
Plusieurs années de flagellation.
Un siècle de génuflexion, de géophagie,
de réification !

Buherwa Lupini Désolé